

entre lame et lamelle

D'ailleurs, le colonel Kadhafi, en bon manœuvrier, sait bien utiliser cette carte et arrive même à «moderniser», avec l'aval des chefs de tribu, le pays en construisant logements, hôpitaux, des entreprises de sidérurgie. Après 1969, les premiers logements furent construits, des habitants venus de l'intérieur pour y habiter se déplacèrent avec leurs tentes et transformèrent les logements en poulaillers.

Kadhafi a apporté à ces populations un certain développement. C'est vrai que Benghazi et Tripoli ressemblaient à Milan ou à Rome avant le renversement du roi Idriss, mais la grande majorité des Libyens vivaient dans la misère.

Kadhafi a tenté de mettre en place une industrie lourde comme le complexe sidérurgique de Mesrata. Mais ces dernières années, sous la pression des nouveaux riches et de la conjoncture économique internationale, les autorités libyennes ont été amenées à chercher à encourager le privé et à évoquer publiquement la mise en œuvre d'une opération de privatisation. Les faiblesses structurelles de l'économie rendaient toute politique de replâtrage fragile ; c'est ce qui poussait des économistes du sérail à inciter le pouvoir à revoir carrément sa copie, sans tenir compte des «leçons» contenues dans le *Livre Vert*.

Les choses ne semblaient pas s'améliorer, même si le projet que tenait à cœur le «guide» vient de se réaliser, le fleuve artificiel qui a coûté des milliards de dollars et qui a suscité une grande polémique en Libye. Certains préféraient plutôt l'installation d'usines et de stations de dessalement. Ce fleuve a failli être à l'origine de l'annulation d'une visite de Chadli à Tripoli suite à un désaccord sur le «pompage» de l'eau algé-

rienne par les Libyens. C'est vrai qu'en Libye, l'eau manque tragiquement, les canalisations ne sont pas souvent opérationnelles. On continue encore à acheter l'eau dans certaines cités de Tripoli alimentée par camions-citernes.

Le Libyen, qui voit impuissant les prix s'envoler et les salaires stagner, ne peut pas se passer de football. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que les deux fils de Kadhafi, Mohamed et Saadi, dirigent les deux clubs de la capitale, El-Ahly et Al-Ittihad. Les matches de foot à Tripoli constituent de grands défilés, de grandes fêtes qui finissent parfois tragiquement comme lors du derby El-Ahly-El-Ittihad qui a vu la mort par balles d'une vingtaine de supporters. Ou en 1989, quand Kadhafi a décidé de ne pas jouer le match retour contre l'Algérie, offrant ainsi un cadeau à notre équipe nationale, ce qui a valu des émeutes et une dizaine de morts. Le foot est une véritable drogue. D'ailleurs, ces deux enfants gâtés du zaïm n'ont-ils pas invité le Milan AC et l'Inter de Milan à jouer une mi-temps chacun contre une sélection de la capitale pour une bagatelle de 10 millions de dollars ? Les enfants du colonel se comportent comme des potentats, même s'ils donnent une image différente du père.

En Libye, Saadi, ce technocrate à l'occidentale, était considéré comme l'éventuel successeur de son père, avant de se voir supplanter par son frère, Seif el-Islam. Kadhafi a, jusque-là, su gérer les différentes crises qui ont secoué son pouvoir, corrompant les uns, dégommant les autres et invitant des personnalités étrangères qui, contre monnaie sonnante et trébuchante, chantent les vertus de Kadhafi. Ben Bella, Blair, Qardhaoui, Sarkozy et bien d'autres

entretenaient d'excellentes relations avec lui. Il appelait l'ambassadeur français à Tripoli, «mon fils».

Quelque peu assagi, il a cessé d'aider les «mouvements de libération» comme l'IRA par exemple, mais a cherché après les différentes unions avortées et les désenchantements successifs, à ouvrir son pays à l'Occident. D'ailleurs, ce n'est pas pour rien que depuis 1996, les Américains avaient commencé à assouplir quelque peu leurs relations avec ce pays et à encourager discrètement leurs hommes d'affaires à se déplacer à Tripoli.

Les choses ne sont plus comme avant, la contestation a commencé à gagner depuis la fin des années 1990 certaines couches de la population, qui exprimaient parfois ouvertement leur ras-le-bol. Même Kadhafi, paradoxalement, n'arrêtait pas de brosser un tableau noir de la situation économique et sociale.

Ainsi, les années 1990 ont été caractérisées par la mise à l'écart de son ancien ami Abdesslem Jalloud, en résidence surveillée, une tentative de coup d'Etat et de nombreux conflits armés entre militants islamistes et forces de l'ordre. Mais tout cela n'a pas atténué sa haine pour les monarchies autocratiques et dictatoriales du Golfe, chose qu'il partageait avec Boumediene.

Kadhafi a su, avant cette crise majeure, désamorcer les crises secouant son régime. Il changeait constamment d'équipe gouvernementale et de hiérarchie militaire. Les ministres, à l'exception de Khouildi Hamidi et de Abou Bakr Younès, ministre de la Défense, ne sont jamais appelés par leur nom à la télévision et dans la presse écrite, pauvre et insipide : El-Jamahiryia, Ezzahf el-Akhdar (la marche verte).

Mais ces derniers temps, Kadhafi a enfin réussi à séduire Washington et Paris, après de grandes concessions à propos du nucléaire et le règlement de l'affaire des infirmières bulgares. Comme un cheveu dans la soupe.

Il sait, lui qui aurait toujours cru dur comme fer que Shakespeare est «Cheikh Zoubir» (que son nom découlerait de Cheikh Zoubir), que les temps pressent et qu'il faille placer le fils comme héritier. Il pensait que l'Europe et les Etats-Unis étaient dans la poche et que les choses ne risquaient pas de changer, mais le vent du changement et les jeux des intérêts «occidentaux» en ont décidé autrement. Il est pris en otage, enfermé et isolé, à tel point que ses petites télévisions ne pouvaient rivaliser avec l'armada médiatique «occidentale» mobilisée contre lui, ne lui laissant aucune chance et donnant à voir et à entendre l'unique voix de l'«Occident» qui voudrait en finir définitivement avec lui, mais les choses sont très complexes dans un pays où le bruit des tribus et des rivalités intertribales est assourdissant à tel point que se pose sérieusement la question de savoir si ces événements sont spontanés ou le produit d'une stratégie sous-tendue par des intérêts géostratégiques, neutralisant en quelque sorte les changements démocratiques pouvant intervenir en Tunisie et en Égypte.

Ce qui se passe en Libye pourrait avoir des conséquences néfastes sur la stabilité de toute la région. Les armes circulent désormais très librement dans cette guerre civile qui risquerait de déstabiliser les sociétés du Maghreb et de l'Égypte au cas où les choses n'iraient pas vers un règlement politique de la crise.

A. C.

ASSOCIATION NATIONALE POUR LA LAÏCITÉ EN ALGÉRIE

Afghanes ou Algériennes, un seul combat

Par Soad Baba Aïssa

Tout au long du mois de mars, de nombreuses manifestations sont organisées pour célébrer le 8 Mars, Journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Ce 3 mars 2011 s'est tenue au Palais du Luxembourg une conférence de presse de Shoukria Haidar, présidente de Negar, association en soutien aux femmes afghanes, sur le thème «Un an après la Conférence internationale de Londres sur l'Afghanistan, où en sont les droits des femmes afghanes dans le contexte de mise en œuvre du «processus de réconciliation» avec les taliban ?».

Comment ne pas être interpellée par la similitude de ces politiques de «réconciliation nationale» qui hypothèquent l'évolution des droits des femmes ?

Au mois de janvier 2010, plus de 200 associations de la société civile se sont mobilisées à Kaboul pour s'opposer au plan de paix que Karzaï allait soutenir le 28 du même mois auprès des 70 pays réunis à la Conférence de Londres.

Ce plan de paix prévoyait la réintégration des taliban dits «modérés» dans la vie politique du pays. C'est pourquoi, les mesures suivantes ont été prises :

- inscrire les taliban dans des plans de formation,
- leur attribuer des terres
- leur accorder une aide financière
- les blanchir des crimes commis en invalidant notamment la liste noire de l'ONU des criminels de guerre
- tenir une Loya Jirga pour vider la Constitution de 2004 de son contenu moderniste en tordant le cou à l'une de ses dispositions juridiques la plus avancée : l'égalité femmes/hommes.

Cette conférence sponsorisée par les Etats-Unis et l'Europe, et ardemment souhaitée par Hamid Karzaï, le président afghan en exercice, tirait un trait définitif sur les crimes commis par les taliban. Elle les invitait à négocier avec eux les conditions du retour à la paix. En un mot, en un tournemain, les taliban ont été blanchis ; mieux encore, réhabilités puis hissés au statut de partenaire crédible et d'interlocuteur incontournable dans le processus de normalisation de la vie politique en Afghanistan.

Avant la conférence de Londres, les taliban étaient considérés à juste titre comme des terroristes ; depuis, le regard sur ces monstres est angélique et la sémantique a changé. Aujourd'hui, dans le discours diplomatique, après leur réhabilitation, ce ne sont plus que de pacifiques «taliban modérés», voire des «mécontents» («disaffected»), comme les présentent les médias anglo-saxons. Depuis les événements de Tunisie et d'Égypte, la manipulation est encore plus grossière : ce sont des «insurgés» qui vont à l'assaut des... dictatures en place !

Le plan occidental assorti de la promesse d'un budget d'un milliard de dollars, qui n'a jamais été débloqué, a pourtant complètement bouleversé la donne en Afghanistan.

Il a permis en premier lieu aux taliban de se refaire une nouvelle virginité politique après tous les carnages dont ils ont été responsables, de revenir la tête haute au milieu du peuple après l'onction internationale et surtout de se redéployer politiquement en toute légalité dans le pays. C'est pourquoi, ils sont en train d'engranger inévitablement de nouvelles forces d'autant plus que le Pakistan est leur sanctuaire de repli.

La dépénalisation du terrorisme et l'aide matérielle octroyée aux taliban ont un effet pervers sur l'avenir politique de l'Afghanistan et la société elle-même. Le terrorisme à ce jour n'a pas baissé et demeure très actif dans le territoire afghan. Au plan politique, de telles mesures ont renforcé le courant anti-démocratique en rehaussant l'image de marque des taliban et fait reculer l'issue démocratique à la crise afghane. D'autre part, elles ont conforté des comportements parasitaires qui gangrènent depuis longtemps la société entière. Dans un pays où le chômage est endémique et la misère ravageuse, pouvait-il en être autrement ? Beaucoup d'Afghans, alléchés par une manne financière inattendue, se sont fait passer pour... des taliban (!!) dans le seul but de tirer profit des avantages financiers que procure une telle étiquette.

Au lieu d'inscrire le pays dans des projets de développement véritables, une telle démarche a consolidé encore plus dans l'économie afghane la position de la culture du pavot (90% de la production mondiale de la drogue !!) dont les taliban tirent des bénéfices colossaux. L'appât du gain



facile a ouvert la voie à des comportements opportunistes de tout poil et déclenché chez la population des réactions en chaîne qui n'en finissent pas, puisque les autorités sont confrontées à une demande incessante d'aide.

La politique occidentale n'a visiblement rien réglé aux plans politique, socioéconomique et militaire. Les Occidentaux ont intérêt à comprendre que le temps des dictatures est révolu et qu'il est plus qu'urgent de tenir compte de l'aspiration des peuples à la démocratie et à la laïcité en disqualifiant une fois pour toutes le courant islamiste pour qu'un jour émerge dans ce pays une république démocratique où seront reconnus les droits de femmes et où régnera une paix durable.

S. B. A.